AGIR ENSEMBLE
POUR LES DROITS HUMAINS

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2021

EDITO
DU PRESIDENT

Vous avez entre vos mains le rapport d'activités 2021 d'Agir ensemble pour les droits humains et je vous remercie vivement de l'intérêt que vous portez à l'association.

Cette année encore, dans trop de pays à travers le monde, les principes de la Déclaration universelle des droits humains ont été négligés au profit de la violence, du rétrécissement de l'espace civique et du musellement des défenseur·se·s des droits humains. Comment faire entendre l'appel à la démocratie, à la liberté d'expression, à l'état de droit dans ces contextes, qui peuvent aller jusqu'à des agressions militaires en rupture totale avec les droits des populations civiles ?

La condition humaine est partagée par tous les êtres humains et cela nous lie ensemble, mais notre monde semble l'ignorer. Les inégalités se creusent : nous avons créé un monde dans lequel les droits fondamentaux, pourtant inaliénables, de toute personne, sont trop souvent niés et bafoués.

Chez Agir ensemble pour les droits humains, nous avons fait le choix de nous battre aux côtés de nos partenaires de terrain pour dénoncer les violations des droits, protéger les défenseur·se·s menacé·e·s et lutter contre les discriminations et les injustices. Notre foi dans la dignité humaine de chaque personne est infaillible et nous guide dans notre militantisme.

Nous nous engageons à continuer de nous battre pour favoriser le respect des droits humains et l'émergence d'un monde réellement démocratique, fondé sur l'état de droit et la reconnaissance de la dignité de chaque personne.

Mes chaleureux remerciements à nos partenaires, nos bailleurs, nos membres, le conseil d'administration et toute l'équipe opérationnelle pour votre engagement au sein de l'association. Ces pages débordent d'initiatives et d'actions. Tout ce travail est possible grâce à votre dévouement – merci.

Nous gardons espoir : agissons ensemble pour parvenir à un monde tourné vers la justice, la solidarité, la démocratie, la prise en compte de la dignité humaine et le respect des droits !

Très bonne lecture à vous et n'hésitez pas à contacter Agir ensemble pour vous engager à nos côtés.

Bien sincèrement,

— **Tim Hughes**

SOMMAIRE

02 Edito du président

04 Qui sommes nous ?

06 Rétrospective

08 L'équipe d'Agir ensemble

10 Nos axes d'actions et modalités d'intervention

12 2021 en chiffres

14 Nos partenaires de terrain

16 Nos stratégies égalité femmes-hommes et minorités sexuelles et de genre

17 Nos projets

38 Nos campagnes et événements

40 Nos réseaux

42 Nos partenaires techniques et financiers

44 Bilan financier 2021

47 Perspectives

51 Mot du délégué général

QUI SOMMES NOUS ?

Notre histoire

En 1989, André Barthélémy, directeur d'une agence de voyage associative et solidaire (ARVEL Voyages), se rend au Chili où il rencontre des militant·e·s qui dénoncent les violations des droits humains commises par le régime militaire de Pinochet. Frappé par le manque de ressources auquel sont confronté·e·s ces militant·e·s, il décide de rassembler un petit groupe de personnes pour mettre sur pied une association qui soutiendrait les défenseur·se·s des droits humains à travers le monde. Après trois ans d'existence informelle, en 1992, ils·elles se sont constitué·e·s en association à but non lucratif.

L'année suivante, ils·elles obtiennent le statut d'observateur auprès de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples puis en 1998 le statut consultatif auprès de l'Organisation des Nations-unies.

Notre mission

Nous favorisons, à travers le monde, l'essor et le développement d'organisations qui œuvrent pour la défense et la promotion des droits civils et politiques ainsi que des droits économiques, sociaux et culturels. Notre partenariat avec des organisations locales s'inscrit dans une relation institutionnelle basée sur l'égalité, la confiance, l'échange, le respect et la réciprocité. Chaque partie prenante est autonome et accepte de mutualiser ses efforts en vue de réaliser un objectif commun.

NOTRE VOCATION

S'allier avec les acteur·rice·s de la société civile engagé·e·s sur leurs terrains dans la lutte contre les violations des droits humains. Nos actions contribuent à renforcer leurs capacités et à soutenir leur émergence.

RETRO-SPECTIVE

> S'allier avec les acteur·rice·s de la société civile engagé·e·s sur leurs terrains dans la lutte contre les violations des droits humains. Nos actions contribuent à renforcer leurs capacités et à soutenir leur émergence.

1989 — Création d'Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme par André Barthélémy

1993 — Agir ensemble obtient le Statut d'observateur auprès de la **Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP).**

1998 — Obtention du Statut Consultatif Spécial auprès du Conseil Economique et Social (ECOSOC), organe de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

2002

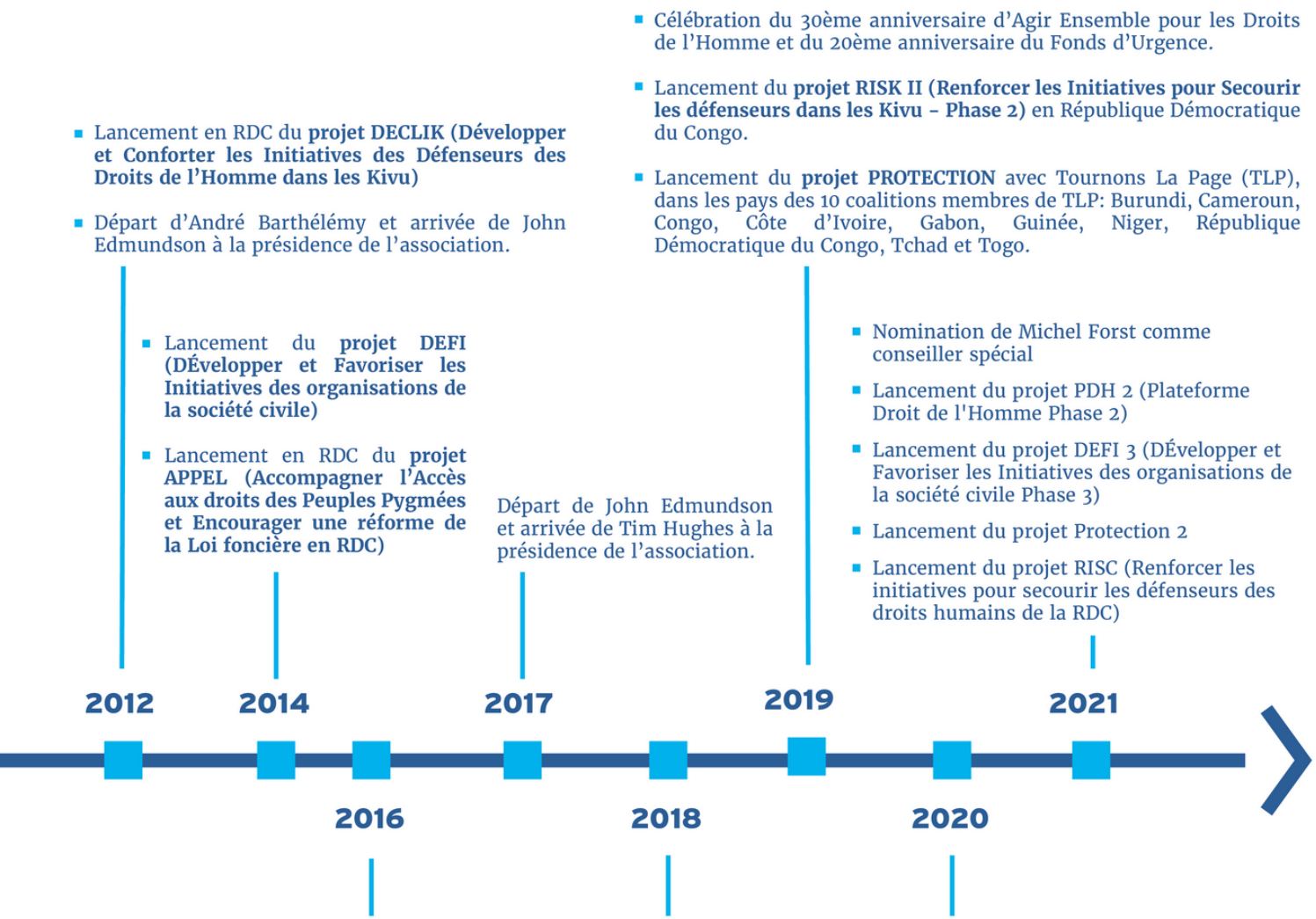
- Engagement de fonds propres pour soutenir les activités d'une centaine d'Organisations de Défense des Droits Humains (ODDH) à travers le monde.
- Lancement du **Projet de formation pratique de jeunes défenseurs des droits de l'Homme en Afrique.**

2005 — Lancement en Rhône-Alpes **du projet ACTES (Action et Concertation contre le Trafic et l'Esclavage Sexuel).**

2008 — Lancement du **projet de défense des droits des personnes détenues en Afrique.**

2009 — Lancement en RDC du **programme CIVIK (Consolider, Impulser et Valoriser les Initiatives de la société civile au Kivu)**

2010 — Lancement en Mauritanie du **projet FAM (Former et Agir en Mauritanie pour les droits des femmes et le renforcement de la société civile)**


2012
Lancement en RDC du projet DECLIK (Développer et Conforter les Initiatives des Défenseurs des Droits de l'Homme dans les Kivu)
Départ d'André Barthélémy et arrivée de John Edmundson à la présidence de l'association.
2014
Lancement du projet DEFI (DÉvelopper et Favoriser les Initiatives des organisations de la société civile)
Lancement en RDC du projet APPEL (Accompagner l'Accès aux droits des Peuples Pygmées et Encourager une réforme de la Loi foncière en RDC)
2016
Lancement en RDC du projet RISK (Renforcer les Initiatives pour Secourir les défenseurs des Kivu)
Lancement au Congo du projet MANDAT (Mobiliser et Animer les efforts de la société civile dans la lutte contre la Détention Arbitraire et la Torture en République du Congo)
2017
Départ de John Edmundson et arrivée de Tim Hughes à la présidence de l'association.
2018
Lancement du Projet DEFI II (Développer et Favoriser les Initiatives des organisations de défense des droits humains en Afrique Centrale - Phase II) dans 4 pays d'Afrique Centrale: Cameroun, Gabon, République du Congo, République Démocratique du Congo.
2019
Célébration du 30ème anniversaire d'Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme et du 20ème anniversaire du Fonds d'Urgence.
Lancement du projet RISK II (Renforcer les Initiatives pour Secourir les défenseurs dans les Kivu - Phase 2) en République Démocratique du Congo.
Lancement du projet PROTECTION avec Tournons La Page (TLP), dans les pays des 10 coalitions membres de TLP: Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Niger, République Démocratique du Congo, Tchad et Togo.
2020
Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme change de nom et devient Agir ensemble pour les droits humains.
Lancement du projet PACTE (Prévenir et Agir Contre la Torture et les détentions arbitraires Ensemble) en République du Congo.
Lancement du projet BUENAVENTURA (Femmes, enfants et jeunes libres de violence à Buenaventura) en Colombie.
2021
Nomination de Michel Forst comme conseiller spécial
Lancement du projet PDH 2 (Plateforme Droit de l'Homme Phase 2)
Lancement du projet DEFI 3 (DÉvelopper et Favoriser les Initiatives des organisations de la société civile Phase 3)
Lancement du projet Protection 2
Lancement du projet RISC (Renforcer les initiatives pour secourir les défenseurs des droits humains de la RDC)

L'ÉQUIPE
D'AGIR ENSEMBLE

Notre Conseil d'Administration est constitué de quinze administrateur·rice·s et d'un bureau composé du Président, de la Secrétaire générale, de son Adjointe et du Trésorier. Notre Assemblée Générale, qui siège une fois par an, réunit plus de quatre-vingts adhérents.

Pour mener à bien l'ensemble de ses activités, notre équipe opérationnelle est composée de huit salarié·e·s : un Délégué général, quatre Chargé.e.s de projets et de partenariats, un Responsable administratif et financier, un Chargé administratif et financier et un Chargé de communication et projets. Ces permanent·e·s travaillent au siège et se rendent régulièrement sur le terrain. Ils·elles sont secondé·e·s par des volontaires du service civique, des stagiaires, des bénévoles qui sont associé·e·s à la réalisation des activités.

L'organisation et le mode de travail au sein de l'équipe favorisent la cohésion ainsi que la complémentarité des compétences et des expertises. L'approche intégrée de l'égalité professionnelle fait partie intégrante de la gestion des ressources humaines au sein d'Agir ensemble.

Nos projets sont construits et mis en œuvre avec les partenaires locaux. Toutes nos activités s'inscrivent dans une démarche inclusive et de développement durable. Nous encourageons les processus de mutualisation, de capitalisation, de partage des savoirs et d'expériences entre associations en favorisant l'intelligence collective et l'apprentissage en commun.

ORGANIGRAMME

Equipe stratégique

Assemblée générale
- 85 membres

Conseil d'administration
- 15 membres

Direction
- 1 Délégué général

Bureau
- 1 Président
- 1 Trésorier
- 1 Secrétaire
- 1 Secrétaire adjointe

Administration et finances
- 1 Responsable administratif et financier
- 1 Chargé administratif et financier
- 1 Assistant administratif et financier

Subventions et suivi évaluation
- 4 Assistant.e.s subventions et suivi évaluation

Communication
- 1 Chargé de communication et projets
- 4 Assistant.e.s de communication et projets

Projets et partenariats
- 3 Chargé.e.s de projets et de partenariats (France)
- 1 Chargé de projets et de partenariats (Niger)
- 1 Assistante de projets (Rép du Congo)
- 1 Assistante de projets (Gabon)
- 9 Assistant.e.s de projets (France)

Equipe opérationnelle

29 membres

AGIR ENSEMBLE
POUR LES DROITS HUMAINS

Equipe permanente : 8 salarié.e.s

Equipe renfort : 21 membres dont volontaires en solidarité internationale / volontaires en service civique / stagiaires / bénévoles

NOS AXES D'ACTION

1

Assurer la protection des défenseur·se·s des droits humains en danger et la lutte contre la torture, les arrestations et détentions arbitraires.

2

Promouvoir les droits des femmes, le leadership féminin et la lutte contre les violences basées sur le genre.

3

Promouvoir l'Etat de droit, la gouvernance démocratique et la mobilisation citoyenne.

4

Faire respecter les droits des minorités ethniques et sexuelles et contribuer à la lutte contre les discriminations à l'encontre de ces personnes et communautés.

NOS MODALITÉS D'INTERVENTION

A ce jour, nous avons soutenu près de 400 associations locales de défense des droits humains et plus de 800 défenseur·se·s en danger dans plus de 40 pays.

Notre rôle consiste à agir pour :

SOUTENIR

Nous mettons en place des partenariats avec des associations locales en apportant une aide financière et technique à leurs projets. Nous soutenons l'essor des partenaires et leur leadership en renforçant leurs capacités.

PROTÉGER

Nous avons créé, en 1999, le premier Fonds d'urgence français (et l'un des premiers dans le monde) dédié à la protection des défenseur·se·s des droits humains en danger.

DÉNONCER

Nous développons les mises en réseaux et les actions de plaidoyer en lien étroit avec les partenaires. Nous appartenons à plusieurs réseaux de défense des droits humains et nous nous associons à des initiatives de mobilisation inter-associatives.

2021 EN CHIFFRES

10 PROJETS

- Buenaventura
- DEFI 3
- Lyon ville refuge pour les défenseur·se·s des droits humains
- PACTE
- PROTECTION
- RISC
- PEUPLE
- Citoyennes engagées
- Plateforme Droits de l'Homme – PDH
- Fonds d'urgence

13 MISSIONS SUR TERRAIN

Protection	7
RISC	2
Protection DDH Ouganda	1
Buenaventura	1
Pacte	1
Peuple	1

BUDGET EN 2021

1 249 000 €

+ 401 000 € par rapport à 2020

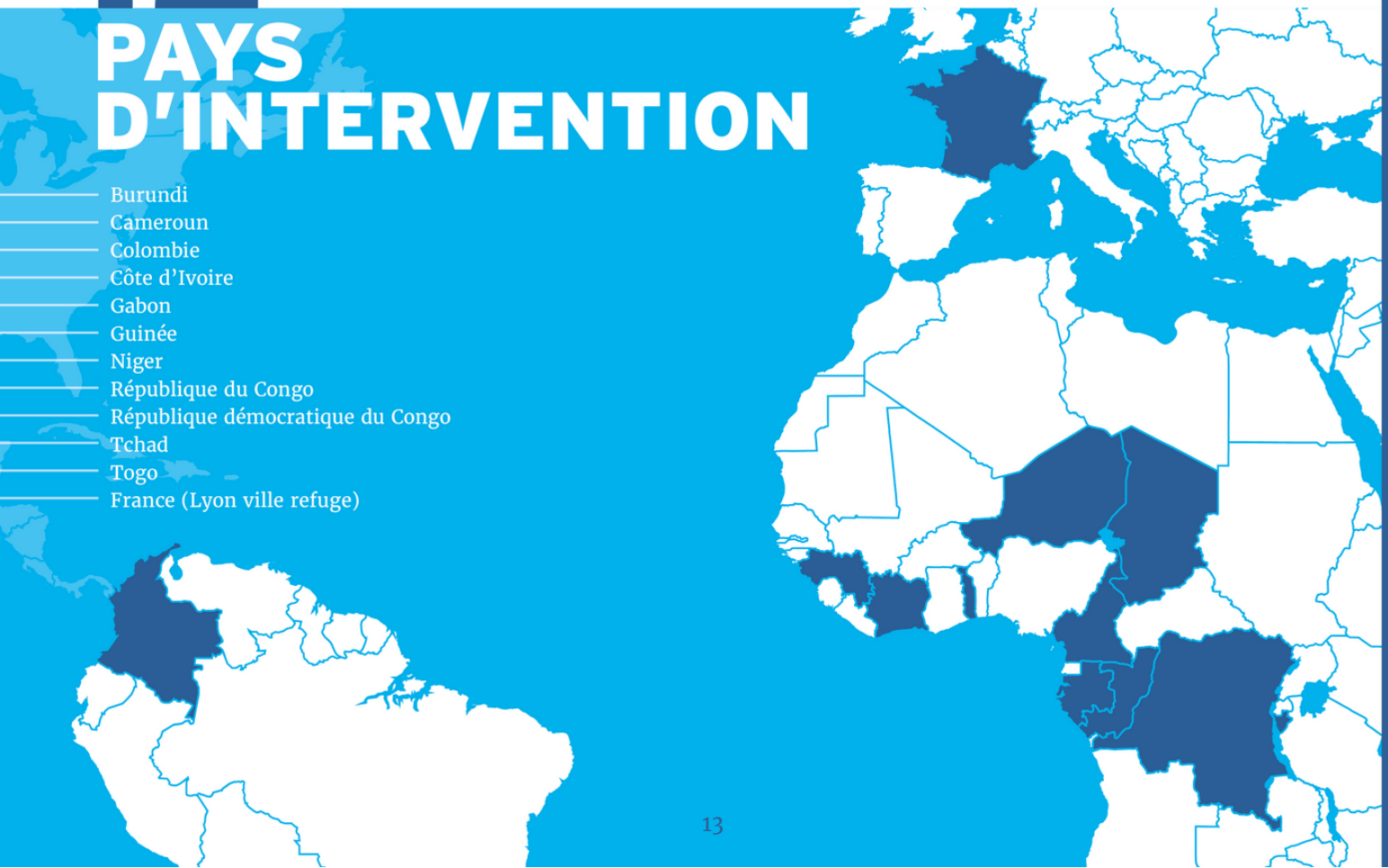
50 défenseur·se·s des droits humains protégé·e·s

Donateur·rice·s	75
Adhérent·e·s	84

Partenaires de terrain	**37**
Nos réseaux	**8**
Salarié·e·s	8
Volontaires en service civique	6
Stagiaires	6
Volontaires de solidarité internationale	2
Bénévoles	7
Administrateur·rice·s	15

12 PAYS D'INTERVENTION

- Burundi
- Cameroun
- Colombie
- Côte d'Ivoire
- Gabon
- Guinée
- Niger
- République du Congo
- République démocratique du Congo
- Tchad
- Togo
- France (Lyon ville refuge)



NOS PARTENAIRES TERRAIN

Agir ensemble est forte de l'expertise de ses partenaires, engagé·e·s sur le terrain, qui luttent contre les violations des droits humains. Ces partenaires ont noué une relation de confiance avec notre organisation afin de mettre en place une collaboration concrète menant à la réalisation de projets bénéficiant à la société civile.

Ensemble, nous construisons des projets en sortant de la limite « appuyeur-appuyé·e ». Notre objectif est l'autonomisation de ces organisations pour qu'elles puissent poursuivre leur mission et obtenir la crédibilité et la visibilité nécessaire pour agir.

ACTION POUR LA JUSTICE LA PAIX ET LE DÉVELOPPEMENT (AJPD-RDC) - DEFI 3

ASSOCIATION AFFIRMATIVE ACTION CONGO (3AC) - DEFI 3

ASSOCIATION HORIZON FUTUR - PACTE

ASSOCIATION LES AMIS DES ENFANTS (AAE) - PACTE

ASSOCIATION POUR LA VALORISATION DE LA FEMME (AVAF) - DEFI 3

ASSOCIATION POUR LA VULGARISATION DU DROIT AU CŒUR DE LA SOCIÉTÉ (AVDCS) - PACTE

ASSOCIATION POUR LES DROITS DE L'HOMME ET L'UNIVERS CARCÉRAL (ADHUC) - PACTE

BRAINFOREST - CITOYENNES ENGAGÉES / DEFI 3

CERCLE UNI POUR LES DROITS DE L'HOMME ET CULTURE DE PAIX (CUDHOC) - PACTE

CŒUR ARC-EN -CIEL - DEFI 3

DÉFENDRE C'EST MA VOCATION (DCMV) - DEFI 3

ELLES CAMEROUN - DEFI 3

NOS PARTENAIRES TERRAIN

HUMANITY FIRST CAMEROON PLUS - DEFI 3

HUMANITÉ POUR TOUS - DEFI 3

INSTITUT POUR LA PROTECTION ET L'APPRENTISSAGE DES DROITS - DEFI 3

OBSERVATOIRE CONGOLAIS DES DROITS DE L'HOMME (OCDH) - PACTE

PROGRAMME INTÉGRÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DU PEUPLE PYGMÉE AU NORD-KIVU (PIDP) - PEUPLE

RÉSEAU ECCLÉSIAL DU BASSIN DU CONGO (REBAC) - PEUPLE

RÉSEAU FEMME LÈVE-TOI - CITOYENNES ENGAGÉES / DEFI 3

RÉSEAU INDÉPENDANT DES TRANS* AFRICAIN - DEFI 3

SOLIDARITE DES FEMMES POUR LE DEVELOPPEMENT INTEGRAL (SOFEDI) - DEFI 3

SOLIDARITÉ POUR LES FEMMES AUTOCHTONES (SPFA) - PEUPLE

SOS INFORMATION JURIDIQUE MULTI-SECTORIELLE (SOS-IJM) - RISC

SYNERGIE UKINGO WETU (SUWE) - RISC

TALLER ABIERTO - BUENAVENTURA

TOURNONS LA PAGE (TLP)* - PROTECTION

***Mouvement regroupant 10 coalitions en Afrique : Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Congo, Gabon, Guinée, Niger, RDC, Tchad et Togo**

TRANSIGEANCE ACTION FÉMINISTE (TAF) - DEFI 3

NOS STRATÉGIES

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES & MINORITÉS SEXUELLES ET DE GENRE

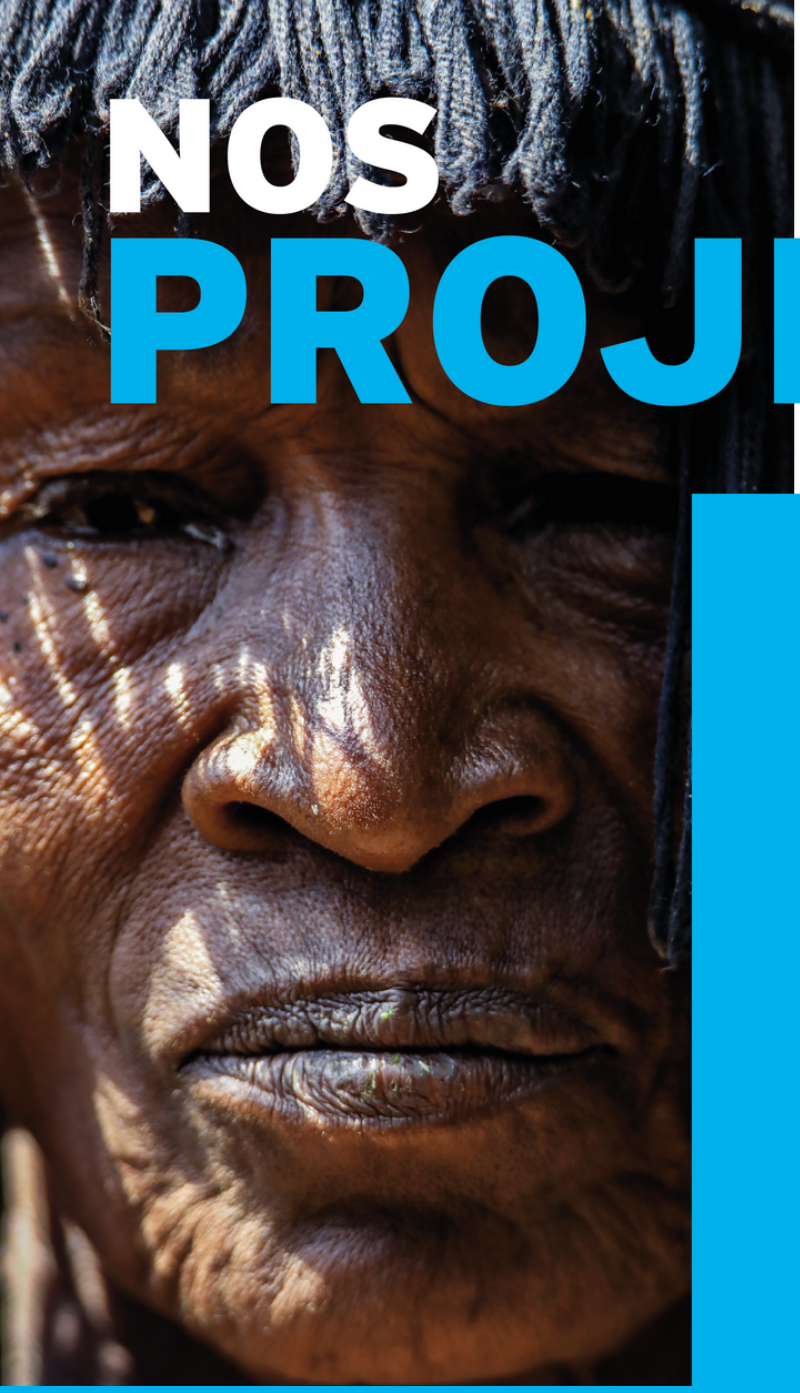
Le 25 novembre 2021, à l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, le Conseil d'administration a voté deux nouvelles stratégies :

→ Lire ici

→ Lire ici

Ces stratégies sont le produit d'une initiative collective et d'un travail collaboratif entre Agir ensemble et ses partenaires de terrain.

Au-delà de l'intégration de ces stratégies à chaque étape du cycle de projet, au sein de l'association, Agir ensemble s'engage à garantir l'égalité entre tou·te·s, quelle que soit leur identité de genre et/ou leur orientation sexuelle. De plus, une communication inclusive écrite et orale est adoptée pour ne pas véhiculer de stéréotypes.



NOS PROJETS

BUEN-AVENTURA

Femmes, enfants et jeunes libres de violence à Buenaventura

Phase 2

BUENAVENTURA

- **Pays :** Colombie
- **Durée :** 3 ans (Juillet 2020 – Juin 2023)
- **Budget :** 540 000€
- **Financeur :** AFD, la Ville et la Métropole de Lyon, Terre des Hommes France, Terre des Hommes Suisse, Terre des Hommes Allemagne, Fondation Pro-Femmes

Buenaventura, plus grand port commercial de Colombie, est une zone stratégique pour son économie, mais aussi une des villes les plus pauvres et les plus dangereuses du pays. Sa localisation en fait un territoire propice aux activités illicites, que se disputent des bandes criminelles qui contrôlent et terrorisent les quartiers.

Depuis juillet 2020, Agir ensemble porte le projet « Femmes, enfants et jeunes libres de violence à Buenaventura en Colombie – Phase 2 » avec son partenaire local Taller Abierto ainsi que Terre des Hommes Suisse et Allemagne, le Réseau France Colombie Solidarité (RFCS) et le Réseau Européen pour l'Amérique Latine (Red Eu Lat).

L'objectif du projet est d'accompagner la mobilisation des enfants, des jeunes et des femmes pour la défense de leurs droits, la non-violence et le développement d'alternatives communautaires et culturelles dans le district de Buenaventura.

En octobre et novembre 2021, l'équipe d'Agir ensemble s'est rendue en Colombie pour rencontrer les partenaires et les communautés bénéficiaires du projet. Cette visite a permis de partager les expériences, d'élaborer une stratégie de plaidoyer et des outils de communication dans la perspective de publier un rapport de plaidoyer en 2022.

A l'occasion du 25 novembre, journée internationale pour l'élimination des violences faites aux femmes, un webinaire a été organisé avec des intervenantes membres d'organisations d'Amérique latine, d'Afrique, de France (Lyon) pour échanger autour de leurs expériences de travail sur l'égalité femmes-hommes ainsi que sur la situation des droits des femmes et des défenseuses des droits humains.

Retrouvez le webinaire ici :

https://www.youtube.com/watch?v=BP3zklKUkKI

CITOYENNES ENGAGÉES

©Réseau Femme Lève-Toi

- **Pays :** Gabon
- **Durée :** 3 ans (novembre 2021 - novembre 2024)
- **Budget :** 429 906€
- **Partenaires** : Réseau Femme Lève-Toi (ReFLeT), Brainforest et Initiative Développement
- **Financeurs :** Union Européenne, Agence Française de Développement, Ambassade France du Gabon

©Réseau Femme Lève-Toi

Le projet **Citoyennes Engagées**, initié en novembre 2021 pour une période de 3 ans, vise à renforcer le pouvoir d'agir des femmes au Gabon. Les actions seront mises en place selon deux axes : la diffusion d'informations sur les droits des femmes et les moyens d'application de ces derniers, et le renforcement d'une sélection d'acteur·rices de la société civile dans leurs capacités à accompagner durablement les femmes.

La diffusion d'informations pertinentes et facilement accessibles est indispensable pour soutenir la revendication et l'application effective des droits des femmes. Un centre de ressources en ligne, des campagnes de sensibilisation nationales, la réalisation d'enquêtes et la mise en réseau d'acteur·rices-clés permettront de visibiliser les actions initiées, partager les bonnes pratiques, centraliser des données et outils de sensibilisation et amorcer une dynamique en faveur de l'application des droits des femmes.

La mise en place d'un dispositif de renforcement de capacités des acteur·rices engagé·e·s en faveur des droits des femmes et de l'égalité des genres représente un aspect fondamental du projet et en assure la pérennité. Les associations gabonaises partenaires ainsi que le réseau d'acteur·rices-clés bénéficient d'actions de formation afin de consolider et accroître leur efficacité dans la revendication de l'application des droits.

DEFI 3

©Réseau Femme Lève-Toi

Développer et favoriser les initiatives des organisations de défense des droits humains en Afrique centrale

Phase 3

- **Pays :** Cameroun, Gabon, République du Congo, République Démocratique du Congo
- **Durée :** 3 ans (2021 - 2024)
- **Budget :** 678 200€
- **Partenaires** : Initiative Développement, Action pour la Justice la Paix et le Développement (AJPD-RDC), Association Affirmative Action Congo (3AC), Association pour la Valorisation de la Femme (AVAF), Brainforest, Cœur Arc-en-Ciel, Défendre C'est Ma Vocation (DCMV), Elles Cameroun, Humanity First Cameroon Plus, Humanité Pour Tous, Institut pour la protection et l'apprentissage des droits, Réseau Femme Lève-toi, Réseau Indépendant des Trans* Africain, Solidarité des Femmes pour le Développement Intégral (SOFEDI), Transigeance Action Féministe (TAF)
- **Financeurs** : Agence française de développement, Fondation de France

Le programme « **DEFI** », initié en 2014, a terminé sa deuxième phase en juin 2021. Les 8 ODDH qui avaient été sélectionnées en 2020 pour bénéficier d'un accompagnement technique et financier ont pu poursuivre leurs activités de défense et de promotion des droits humains sur le terrain, malgré la pandémie de Covid-19, et observé des changements significatifs dans leur environnement. Par ailleurs, la volonté de favoriser la mise en lien et les échanges d'expériences entre les partenaires s'est renforcée cette année et s'est traduite par la préparation et la tenue d'un Forum inter-associatif en ligne en avril 2021, qui a regroupé une vingtaine d'OSC d'Afrique centrale et a initié le travail en réseau, axe majeur de la troisième et dernière phase du projet DEFI qui a débuté en juillet 2021. .

En effet, cette poursuite du projet a toujours vocation à soutenir, à la fois financièrement et techniquement, des OSC locales de petite taille ou émergentes, mais a également pour ambition de favoriser le travail en réseau des partenaires et de développer notamment des synergies et stratégies de plaidoyer communes.

Par ailleurs, cette troisième phase souhaite mettre en avant la prise en compte du genre, identifiée comme une priorité transversale : les thématiques d'actions ont donc été resserrées pour se concentrer principalement sur les droits des femmes et l'égalité femme-homme, et les droits des minorités sexuelles et de genre. Dans ce cadre, un appel à propositions a été lancé fin 2021 et ce sont 8 ODDH, dans 4 pays d'Afrique centrale, qui bénéficieront d'un appui financier dans la mise en œuvre de leurs projets et également d'un soutien technique à travers un renforcement de capacités. Les nouveautés de cette dernière phase sont l'internalisation de ce dernier grâce au partenariat avec Initiative Développement en charge du renforcement institutionnel et organisationnel des ODDH, mais aussi l'accompagnement à la structuration et le renforcement du réseau DEFI.

LYON VILLE REFUGE

Lyon – Ville Refuge des défenseur·se·s des droits humains

- **Pays :** France
- **Durée :** depuis 2021
- **Soutiens :** Ville de Lyon, Métropole de Lyon

« Lyon – Ville Refuge des défenseur.se.s des droits humains » est un nouveau programme développé par Agir ensemble pour les droits humains, en partenariat avec la Ville de Lyon. Il vise à accueillir à Lyon, dans le cadre de relocalisations temporaires pouvant aller de 3 mois à 2 ans, des défenseur·se·s des droits humains en danger ou ayant besoin de s'éloigner de leur environnement pour se reposer et recharger leurs batteries.

Plus spécifiquement, le programme vise à :

- Permettre à des défenseur·se·s en danger ou ayant besoin d'un répit de se mettre à l'abri à Lyon et/ou se reposer dans de bonnes conditions ;
- Renforcer les capacités des défenseur·se·s accueilli·e·s en leur offrant la possibilité de suivre en France des formations et de renforcer leurs réseaux ;
- Sensibiliser la population de Lyon aux violations des droits humains et à la protection des défenseur·se·s en leur permettant d'échanger avec les défenseur·se·s accueilli·e·s.

Ce programme est né de deux constats :

1. à travers le monde les défenseur·se·s des droits humains sont, de plus en plus, victimes d'exactions visant à décourager, voire éliminer celles et ceux qui dénoncent les violations des droits humains commises par des acteurs étatiques et non-étatiques.
2. alors que des dizaines de villes européennes étaient déjà impliquées dans des réseaux de relocalisation temporaire, jusqu'en 2021 aucune ville française ne contribuait à l'accueil de défenseur·se·s en danger.

Ainsi, Agir ensemble pour les droits humains et la Ville de Lyon se sont alliées pour faire de Lyon la première ville française engagée dans l'accueil des défenseur.se.s des droits humains en danger.

Afin de mener à bien le programme « Lyon - Ville Refuge » et d'accueillir dans les meilleures conditions les bénéficiaires, l'ensemble de l'équipe d'Agir ensemble ainsi qu'un vaste réseau de partenaires et de bénévoles sont mobilisés au quotidien.

PACTE

Prévenir et agir contre la torture et les détentions arbitraires ensemble

- **Pays :** République du Congo
- **Durée :** 3 ans (janvier 2020 – décembre 2022)
- **Soutiens :** 457 000€
- **Partenaires** : Observatoire Congolais des Droits de l'Homme (OCDH), Association pour les Droits de l'Homme et l'Univers Carcéral (ADHUC), Association les Amis des Enfants (AAE), Cercle Uni Pour les Droits de l'Homme et Culture de Paix (CUDHOC), Association Horizon Futur, Association pour la Vulgarisation du Droit au Coeur de la Société (AVDCS)
- **Financeurs** : Union européenne (UE), National Endowment for Democracy (NED)

Mis en œuvre en partenariat avec l'Observatoire Congolais des Droits de l'Homme (OCDH) en République du Congo, le projet PACTE a pour vocation de contribuer à la réduction des arrestations arbitraires, détentions illégales et actes de torture ou traitements cruels et inhumains, et intervient selon trois axes :

- Le renforcement des capacités de la société civile, à travers le soutien financier et technique à l'OCDH ainsi qu'à cinq organisations de défense des droits humains qui ont été identifiées en début de projet. Ces dernières ont bénéficié d'un financement leur permettant de réaliser des projets de terrain ainsi que sensibiliser et former les populations, autorités et victimes de violations sur les droits humains. Elles ont également reçu une formation en Gestion administrative et financière, basée sur l'apprentissage et le renforcement des acquis de leur personnel, à la fois au bénéfice de la pérennité de la structure mais également dans le cadre du reporting du projet.

- La mobilisation de la société civile et des agents de l'Etat sur les thématiques de détention arbitraire, actes de torture et mauvais traitements, grâce à l'organisation par l'OCDH de deux formations de 50 représentant·e·s des forces de l'ordre, et à travers l'animation et la diffusion d'émissions radio ainsi que la publication de communiqués de presse, d'articles ou encore de courriers et apparitions dans les médias pour alerter les autorités et la population.

- Le soutien aux victimes (identification, protection et défense) qui, à la suite de monitoring dans les lieux de privation de liberté ou le signalement des proches des victimes, a permis l'identification de plus d'une centaine (105) de cas de violation des droits humains, sur 6 femmes et 11 mineur·e·s, et d'assister, judiciairement et/ou médicalement et/ou socialement, 25% d'entre eux·elles selon les besoins.

PROTECTION

©Tournons La Page

PROTECTION
UN PROGRAMME TOURNONS LA PAGE

- **Pays :** Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Niger, RDC, Tchad et Togo
- **Durée :** 2 ans (avril 2021 - mars 2023)
- **Soutiens :** 479 692 €
- **Partenaires** : Tournons La Page
- **Financeurs** : Voice Global, Protect Defenders

Agir ensemble pour les droits humains accompagne Tournons La Page (TLP) depuis son lancement. D'abord campagne de sensibilisation transformée par la suite en réseau, TLP réunit aujourd'hui près de 250 organisations membres menant des actions pacifiques et non partisanes pour contribuer à l'avenir démocratique dans dix pays d'Afrique.

©Tournons La Page

Membre de la coalition européenne de Tournons La Page, Agir ensemble a monté en 2019 le projet **Protection** qui vise à améliorer les conditions de travail des activistes de l'organisation qui militent pour l'alternance démocratique et la bonne gouvernance, sujets qui les exposent à de graves menaces, notamment à l'approche des élections.

Après un premier volet du projet qui a permis la mise en place d'un mécanisme de protection efficace (10 membres de TLP arrêtés en 2021 contre 55 en 2020), un second volet a été lancé en avril 2021 pour une durée de deux ans. En plus de renforcer le mécanisme de protection réactive déjà mis en place, ce dernier développe la protection préventive par des actions de plaidoyer, de formation et de procès stratégiques, le but étant de faire en sorte que l'espace civique dans lequel travaillent les activistes soit ouvert et protecteur afin que ces derniers aient des clefs pour se défendre en cas de menaces.

Le projet vise également à développer l'engagement féminin dans la défense des droits humains et de la démocratie en créant un réseau de femmes leaders membres de Tournons La Page. Ces dernières agissent comme des porte-paroles des voix et des besoins des femmes, mises de côté dans beaucoup de pays.

RISC

Renforcer les Initiatives pour Secourir les défenseur·se·s du Congo (RDC)

— Phase 3

Renforcer les Initiatives pour Secourir les défenseurs des droits humains de la République Démocratique du Congo

- **Pays :** République Démocratique du Congo
- **Durée :** 3 ans (septembre 2021 – août 2024)
- **Budget :** 877 517 €
- **Partenaires :** Synergie Ukingo Wetu (SUWE) – Nord-Kivu, Goma ; SOS Information Juridique Multi-Sectorielle (SOS-IJM) – Sud-Kivu, Bukavu
- **Financeurs :** Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas

Lancé le 1er septembre 2021, ce nouveau projet fait suite à « RISK » et « RISK 2 », qui, depuis 2016, ont permis de mettre en place un mécanisme de protection des défenseur·se·s des droits humains (DDH) en danger dans les deux provinces du Nord et du Sud Kivu.

Cette nouvelle phase est mise en œuvre en consortium par Agir ensemble et ses deux partenaires de terrain, SOS Information Juridique Multisectorielle et la Synergie Ukingo Wetu.

Depuis septembre 2021, **RISC** a permis d'étendre le périmètre géographique du projet à deux nouvelles provinces de la RDC : l'Ituri et le Maniema, où les besoins de protection des DDH sont immenses et les violations des droits humains quotidiennes : arrestations et détentions arbitraires, violences physiques et sexuelles, traitements inhumains, enlèvements…

Par ailleurs, cette nouvelle phase a permis d'élargir les activités traditionnellement menées. L'assistance aux défenseur·se·s des droits humains en danger, apportée par les projets RISK et RISK 2, a été poursuivie. Entre septembre et décembre 2021, plus de 40 défenseur·se·s en danger ont bénéficié d'une réponse individualisée sous la forme d'une aide à la relocalisation, une aide médicale, psychologique, ou encore juridique.

En parallèle, deux nouveaux objectifs sont poursuivis par le projet RISC :

- Instituer des mécanismes de protection collective des DDH au sein de leurs communautés. Dans ce cadre, le projet RISC apporte notamment son soutien aux réseaux de protection des DDH dans les quatre provinces d'intervention.
- Instaurer un environnement juridique et politique plus protecteur des DDH en RDC. A ce titre, Agir ensemble et ses partenaires de terrain sont impliqués, entre autres, dans un groupe de travail œuvrant pour l'adoption d'une loi de protection des DDH en RDC.

La force du programme RISC est de proposer une approche holistique de protection des défenseur·se·s dans les quatre provinces d'intervention.

PLATEFORME
DROITS DE L'HOMME

Phase 2

Plateforme
Droits de l'Homme

- **Pays :** France
- **Durée :** 3 ans (juillet 2021- juin 2024)
- **Budget :** 438 800€
- **Financeurs:** Agence Française de Développement, Fondation de France

Créée en septembre 2017, la Plateforme Droits de l'Homme (PDH) est un collectif de 26 ONG ayant leur siège social en France et agissant à l'international pour la promotion et la défense des droits humains. Agir ensemble est l'un de ses membres fondateurs et assure le secrétariat et le reporting auprès des bailleurs.

La phase I s'est terminée en juin 2021. Elle a permis de mettre en place un espace dédié aux ONG françaises travaillant dans ce domaine pour échanger, renforcer leurs capacités et interagir dans une instance de représentation participative, commune et reconnue par les acteur·rice·s institutionnel·le·s. Des modalités de gouvernance ont été définies et les organisations membres ont contribué à son développement et à son animation. Elle a permis d'accroître la visibilité des membres, leur coopération et la construction de projets communs. La PDH est passée de douze membres lors de sa création à vingt-six en 2021.

En juillet 2021, la phase II a commencé avec pour objectif de consolider la Plateforme et d'augmenter son impact en devenant l'interlocutrice majeure des pouvoirs publics [LB15], dont l'expertise est reconnue en France et à l'international.

Plusieurs temps forts ont rythmé cette année 2021, avec l'organisation de formations sur la sécurité informatique et les mécanismes onusiens. Des espaces d'échanges ont été mis en place : cafés PDH et clubs métiers, afin de favoriser un partage d'expériences. En juin, la PDH a notamment publié un second rapport "Covid-19 et droits humains" sur la perception de la situation des droits humains en période de pandémie, les incidences de celle-ci et l'adaptation de nos associations à cette situation.

PEUPLE

Promouvoir la participation des Peuples Autochtones Pygmées dans la gestion durable des terres et ressources naturelles en RDC

- **Pays :** République démocratique du Congo
- **Durée** : 3 ans
- **Budget :** 380 001€
- **Partenaires :** Programme Intégré pour le Développement du Peuple Pygmée au Nord-Kivu (PIDP), l'organisation locale « Solidarité pour les Femmes Autochtones » (SPFA) et le Réseau Ecclésial du Bassin du Congo (REBAC)
- **Financeurs :** AFD, SCCF, CCFD-Terre solidaire

Le projet **PEUPLE** est porté par Agir ensemble en partenariat avec trois organisations de la société civile congolaise : le Programme Intégré pour le Développement du Peuple Pygmée au Nord-Kivu, (PIDP), l'organisation locale « Solidarité pour les Femmes Autochtones » (SPFA), et le Réseau Ecclésial du Bassin du Congo (REBAC). Ce projet se fait en consortium avec le Réseau européen pour l'Afrique centrale (EURAC), et le Centre de documentation, de recherche et d'information des Peuples Autochtones (DOCIP).

Le projet vise à promouvoir les droits fondamentaux et les modes de vie des populations autochtones Pygmées en RDC, à travers leur participation inclusive à la gestion durable des terres, territoires et ressources naturelles. Le projet est axé sur le renforcement des capacités des organisations congolaises, afin d'améliorer l'efficacité de leurs actions de plaidoyer auprès des décideurs institutionnels congolais et internationaux.

En novembre 2021, les partenaires du projet ont pu participer à la COP26 à Glasgow ce qui a permis de faire entendre les voix des peuples autochtones Pygmées de la RDC auprès des décideur·se·s mondiaux·ales.

Une mission de rencontre des partenaires a eu lieu en août 2021 à Kinshasa avec l'ensemble des partenaires du projet. Cela a été un moment important de partage d'expériences et de renforcement des capacités. Suite à cette mission, le processus de documentation des cas de violation des droits humains a été lancé et les partenaires ont commencé à constituer une banque de données sur les droits socio-économiques, juridiques, culturels et politiques des peuples autochtones pygmées pour appuyer le plaidoyer.

FONDS D'URGENCE

- **Budget :** 39 000€
- **Financeurs :** Fondation Un monde par Tous, Protect Defenders, Secours Populaire français, Urgent action fund

Le **Fonds d'urgence** pour les défenseur·se·s des droits humains en danger (Fonds d'urgence) d'Agir ensemble a été créé en 1999 ; il est le premier fonds français, et l'un des premiers au monde, dédié à cette cause. Depuis sa création, il a permis de porter assistance à près de 750 militant·e·s menacé·e·s ou persécuté·e·s à travers le monde.

Pour l'année 2021, la fondation Un monde par Tous, Protect defenders ou encore Urgent action fund ont été les principaux contributeurs financiers.

Le Fonds d'urgence a su se moderniser et fonctionne depuis 2021 via un formulaire en ligne, crypté et sécurisé. L'ensemble des demandes adressées font l'objet d'une instruction rigoureuse et confidentielle afin de vérifier le fondement des informations transmises et le respect des critères d'intervention, à savoir :

- La qualité de défenseur·se des droits humains
- La situation de danger dans laquelle il ou elle se trouve
- L'existence d'un lien de causalité entre le danger et l'engagement du ou de la bénéficiaire.

Une fois la validation retenue, les modalités d'intervention sont diverses et procèdent des besoins exprimés par le·la défenseur·se en danger. Il peut s'agir d'une relocalisation nationale ou locale temporaire, d'une aide médicale, d'une aide juridique ou judiciaire, ou une d'aide à l'exil. Ainsi, entre 2020 et 2021, le Fonds d'urgence a permis d'accueillir à Lyon, dans le cadre d'une aide à l'exil, une artiste iranienne.

Agir ensemble est reconnue au niveau mondial comme une actrice clé de la protection des défenseur·se·s des droits humains. Cette reconnaissance lui a permis en 2021 de collaborer avec de nombreuses organisations locales comme internationales, partenaires techniques et financiers dans les demandes d'assistance.

PRESTA-TIONS

Depuis 1999, Agir ensemble pour les droits humains a fait de la protection des défenseur·se·s des droits humains (DDH) en danger l'un des piliers de son activité.

Depuis 2021, l'association s'est lancée dans la formation en sécurité physique et numérique. Cette dernière a été conçue pour renforcer les capacités des défenseur·se·s des droits humains dans un contexte de rétrécissement de l'espace civique et de menaces généralisées à leur encontre, l'objectif étant de développer la compréhension et la maîtrise des outils de gestion quotidienne de la sécurité des organisations par la formation de formateur·rice·s. Elle vise à être dupliquée par les participant·e·s au sein de leurs organisations afin d'accroître considérablement leurs capacités.

Au cours de l'année 2020, les formateur·rice·s d'Agir ensemble pour les droits humains ont ainsi accompagné dix coalitions de Publiez Ce Que Vous Payez en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale ainsi qu'une coalition d'activistes environnementaux en Ouganda, en partenariat avec Survie et les Amis de la Terre.

Au-delà des formations, Agir ensemble a développé une offre en accompagnement à la mise en œuvre d'actions de plaidoyer, et a pu appuyer Tournons La Page pour réaliser une consultation des organisations de la société civile sur la politique africaine de la France.

CAMPAGNES

POUR LES DROITS HUMAINS AU CONGO !

Une campagne de sensibilisation et de plaidoyer pour témoigner des atteintes aux droits humains en République du Congo dans le contexte des élections présidentielles du 21 mars 2021. Elle s'est déroulée tout au long des années 2020 et 2021, en amont et en aval des élections.

Web conférences-débats, projections en ligne, témoignages, rapports, notes de positions, etc. retrouvez toutes les ressources sur le site de la campagne !

→ www.droits-humains-congo.info

FIERTÉS SANS FRONTIÈRES

Une campagne de sensibilisation et de plaidoyer pour défendre et promouvoir les droits des minorités sexuelles et de genre dans 3 pays d'Afrique centrale : Cameroun, Congo et Sénégal.

Plusieurs temps forts ont été organisés en 2021, notamment une table ronde en ligne, une rencontre inter-associative, une projection débat et la publication d'une tribune dans le quotidien Libération.

→ https://agir-ensemble-droits-humains.org/fr/fiertes-sans-frontieres/

HUMAINES AVANT TOUT

Les défenseuses des droits humains sont la cible de menaces spécifiques et genrées dans le cadre de leurs actions militantes. Parmi les 1 323 défenseur·se·s assassiné·e·s entre 2015 et 2019, 166 étaient des femmes et 45 des militant·e·s LGBTQIA+. En 2019 seulement, 38 femmes sont mortes sur 281 défenseur·se·s assassiné·e·s.

En 2021, Agir ensemble a lancé la campagne de collecte de dons et adhésions #HumainesAvantTout, pour soutenir les défenseuses et leurs actions. Merci aux nombreuses personnes ayant participé à cette campagne !

ÉVÉNEMENTS

FORUM INTER-ASSOCIATIF

DROITS HUMAINS EN AFRIQUE CENTRALE

Dans l'optique de promouvoir le respect des droits humains en Afrique Centrale, Agir ensemble a organisé du 26 au 29 avril 2021 un Forum inter-associatif 100% digital « Droits humains en Afrique centrale : ensemble, relevons le défi ! ».

Ce Forum a rassemblé une vingtaine d'organisations de défense des droits humains des régions cibles du projet DEFI, des partenaires du projet et de nombreux autres invité·e·s. Il a permis de développer la relation partenariale entre Agir ensemble et les ODDH associées à la phase 2 du projet DEFI.

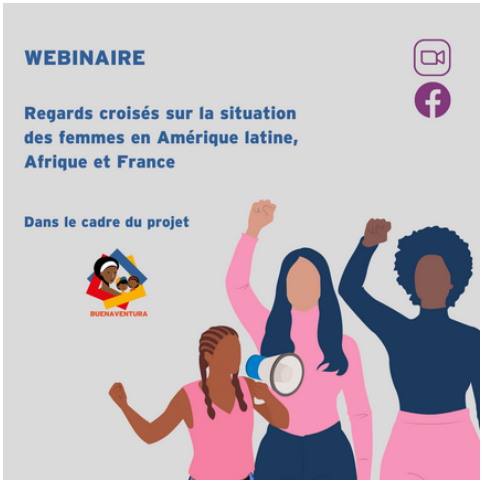
Plus d'informations sur notre site internet !

EXPOSITION PHOTO

LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS ICI ET AILLEURS

Depuis 2017 sont exposées les photos issues du concours organisé pour les 25 ans d'Agir ensemble, en partenariat avec la Fondation pour les droits humains, qui rassemble des œuvres de photographes engagé·e·s dans différents pays du monde.

En 2021, pour sa dernière année, l'exposition a été digitalisée et présentée à l'occasion de la Semaine d'éducation et d'actions contre le racisme et l'antisémitisme (SACRA). Un vernissage de l'exposition en ligne a eu lieu le 22 mars 2021, en présence de Renaud Payre, directeur de Sciences Po Lyon, Tim Hughes, président d'Agir d'ensemble et deux des photographes lauréats de l'exposition, Ben Art'Core et Pierre Faure.



LES DROITS DES FEMMES

EN AFRIQUE, AMÉRIQUE LATINE ET FRANCE

A l'occasion du 25 novembre, journée internationale pour l'élimination de la violence faite aux femmes, Agir ensemble organisait le webinaire "Regards croisés sur la situation des droits des femmes en Amérique latine, en Afrique et en France".

Des défenseuses des droits humains en Colombie, au Gabon, en République Démocratique du Congo et en France mettaient l'accent sur l'importance de lutter pour les droits des femmes en comparant la situation des droits femmes et des violences dans ces quatre pays.

Un webinaire à (re) voir ici : https://www.youtube.com/watch?v=BP3zklKUkKI

NOS RÉSEAUX

PLATEFORME DROITS DE L'HOMME (PDH)

Agir ensemble est membre fondateur de la Plateforme des Droits de l'Homme (PDH) et en assure le secrétariat exécutif. Née en 2017, la PDH est désormais composée de 26 ONG françaises agissant à l'international dans le domaine des droits humains. Cette plateforme permet d'agir avec une dynamique collective pour la promotion et la défense des droits humains en soutenant les acteur·rice·s du secteur et en accroissant leurs capacités de représentation et leur visibilité tout en favorisant leur mise en lien et leur renforcement mutuel.

RÉSEAU FRANCE-COLOMBIE SOLIDARITÉS (RFCS)

Depuis 2014, Agir ensemble est membre du RFCS, né fin 2012 qui regroupe 13 ONG membres basées en France et engagées dans des projets de solidarité en Colombie. Ses domaines d'action sont les droits humains, le développement et les initiatives de paix. Depuis septembre 2014, le Réseau est membre d'Oidhaco, plateforme européenne qui mène des actions de plaidoyer auprès de l'Union européenne et des Nations unies.

TOURNONS LA PAGE

TLP est un mouvement citoyen international qui agit pour la promotion de l'alternance démocratique en Afrique subsaharienne. Il s'agit d'une alliance non-partisane et pacifique de 250 organisations de défense des droits humains, de mouvements de jeunes, de syndicats, d'associations confessionnelles, d'intellectuel·le·s et d'artistes regroupé·e·s en dix coalitions en Afrique et une coalition en Europe.

PLATEFORME DES ONG FRANÇAISES POUR LA PALESTINE

Agir ensemble est membre observateur de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine qui a pour objectif de se mobiliser pour la reconnaissance des droits des Palestinien·ne·s. Créée en 1993 dans le contexte des accords d'Oslo, la Plateforme regroupe des organisations de solidarité internationale, des associations de sensibilisation, de développement, de recherche, de défense des droits humains et des mouvements d'éducation populaire.

HUMAN RIGHTS AND DEMOCRACY NETWORK (HRDN)

Agir ensemble est membre du réseau européen HRDN. Basé à Bruxelles, ce réseau regroupe 53 ONG européennes engagées en faveur des droits humains, de la démocratie et de la consolidation de la paix. Convaincu que les droits humains et la démocratie sont des enjeux fondamentaux de l'identité européenne, le HRDN entend influencer les stratégies de l'Union Européenne et de ses États membres en matière de promotion de la démocratie, des droits et de la paix.

RÉSEAU EUROPÉEN POUR L'AMÉRIQUE LATINE (EU-LAT)

Créé en 2017, le Réseau européen pour l'Amérique latine (EU-LAT), basé à Bruxelles, est un réseau d'organisations européennes qui promeut la solidarité entre les peuples d'Amérique latine et d'Europe. Le réseau EU-LAT promeut des politiques européennes participatives qui contribuent au plein respect des droits humains, à l'égalité des sexes et à un modèle de société juste, inclusif et durable en Amérique latine.

RÉSEAU EUROPÉEN POUR L'AFRIQUE CENTRALE (EURAC)

Agir ensemble est membre d'EURAC. Ce réseau regroupe 46 organisations issues de 12 pays européens, actives dans les domaines de la coopération au développement ou de l'aide humanitaire. EURAC informe ses membres et les acteur·rice·s politiques sur la situation en Afrique Centrale. Il conduit également un plaidoyer auprès des bailleurs de fonds et des institutions internationales pour que les efforts diplomatiques et les stratégies d'intervention répondent de façon cohérente aux besoins exprimés par les populations locales.

EGIDES

Le réseau EGIDES est une Alliance francophone solidaire sur la scène internationale qui favorise l'égalité et l'inclusion des personnes vulnérabilisées et discriminées sur la base de leur orientation sexuelle, de leur identité ou de leur expression de genre, ou de leurs caractéristiques sexuelles. Le Réseau EGIDES existe pour favoriser la concertation et la mobilisation, pour soutenir l'action et le renforcement des capacités, pour créer des espaces de dialogue sécuritaires et inclusifs, pour assurer un accès à des ressources en français.

NOS PARTENAIRES
TECHNIQUES ET FINANCIERS

- ACEB 71
- Agence Française de Développement (AFD)
- Barreau de Lyon
- Barreau de Paris
- CCFD Terre Solidaire
- Coordination Sud - FRIO
- CSO lifeline
- Fédération Internationale pour les Droits Humains (FIDH)
- Fondation de France
- Fondation NED
- Fondation PRO-FEMMES
- Fondation Un Monde par Tous
- Freedom House
- Front Line Defenders
- Métropole de Lyon
- Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas
- Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères
- National Endowment for Democracy
- Protect Defenders
- Protection international
- Publiez ce que vous payez !
- Resacoop
- Secours Catholique - Caritas France
- Secours Populaire Français Fédération du Rhône
- Sigrid Rausing Trust (SRT)
- Terre des Hommes France
- Terre des Hommes Allemagne
- Terre des Hommes Suisse
- Union Européenne (UE)
- Urgent Action Fund
- Ville de Lyon
- Voice

- ADHEOS
- APT
- Bubble Art
- CIEDEL
- Couleur FM
- Course des Héros
- Docip
- Egides
- Equipop
- Eurac
- Femme ici et ailleurs
- France Bénévolat
- HRDN
- International Cities of Refuge Network (ICORN)
- Initiative Développement
- Institut Bioforce
- Les Amis de la Terre
- Maison des Solidarités Locales et Internationales
- Red Eu Lat
- Resacoop
- Réseau France-Colombie Solidarités (RFCS)
- Service de Coopération au Développement (SCD)
- Sciences Po Lyon
- Solidarité Internationale LGBTI+
- Survie
- Survival International
- Tournons La Page (TLP)
- Université Catholique de Lyon (UCLy)
- Université Jean-Moulin Lyon-III
- Villa Gillet

aceb
71

AFD

ADHEOS

apt

ORDRE DES
AVOCATS
Barreau de Lyon

AVOCATS
BARREAU
• PARIS

BIOFORCE

Jubilee

CIEDEL

CCFD
TERRE
SOLIDAIRE

CNCD
11.11.11

COORDINATION SUD

NORD-ISÈRE
COULEURS
FM 97.1 - DAB +

COURSE
DES
HEROS

dap ip

EGIDES

EQUI
POP.
ORG

eurAC
réseau européen
pour l'afrique centrale

Fondation
de
France

FONDATION
POUR LES
DROITS
HUMAINS

FONDATION
PRO-FEMMES
Sous égide de la
Fondation Caritas France

FONDATION
monde
par
tous

fidh

femmes
ici et ailleurs

France
Bénévolat
— Du coeur à l'action —

Freedom
House

FRIO

FRONT LINE
DEFENDERS

HRDN
Human Rights &
Democracy
Network

ICORN
INTERNATIONAL CITIES OF REFUGE NETWORK

iD
INITIATIVE
DÉVELOPPEMENT
DES
PROJETS SOLIDAIRES

Les Amis
de la Terre
France

LA MAISON
des solidarités

GRANDLYON
la métropole

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands

LIFELINE

NED
NATIONAL
ENDOWMENT
FOR
DEMOCRACY
SUPPORTING FREEDOM AROUND THE WORLD

PROTECTION
international

PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

EU-LAT
Advocacy Network
Red de Incidencia

RESACOOP

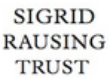
réseau
FRANCE·COLOMBIE
solidarités

SCD

SCIENCES
PO
LYON

Secours
Catholique
Caritas France

SECOURS
POPULAIRE
FRANÇAIS

SIL

SIGRID
RAUSING
TRUST

SURVIE

Survival

Terre des hommes
Aide à l'enfance.

terre des hommes
Hilfe für Kinder in Not

terre des hommes
suisse

TOURNONS LA PAGE
EN AFRIQUE COMME AILLEURS
PAS DE DÉMOCRATIE SANS ALTERNANCE

UCLy
LYON CATHOLIC
UNIVERSITY

JEAN MOULIN

URGENT ACTION FUND
FOR WOMEN'S HUMAN RIGHTS

Villa Gillet
Lyon / Auvergne-Rhône-Alpes

VILLE DE
LYON

voice

BILAN FINANCIER

Essentiellement grâce au lancement des projets PEUPLE et BUENAVENTURA, ainsi qu'au renouvellement - avec des budgets supérieurs - des projets PROTECTION, RISK, PLATEFORME DROITS DE L'HOMME et DEFI, le total des produits (1 249 000€) est en forte hausse par rapport à 2020, avec une augmentation de plus de 400 000€.

La somme des disponibilités sur les comptes en banque (867 000 €) et des placements (46 000 €) s'élève à 913 000 € à fin 2021, ce qui signifie que le niveau trésorerie de l'association était alors extrêmement élevé.

L'excédent budgétaire au 31/12/2021 s'est élevé à 112 000 €, davantage que prévu en raison d'un gain de changes de 20 000 € et d'une reprise sur une provision de 30 000 €.

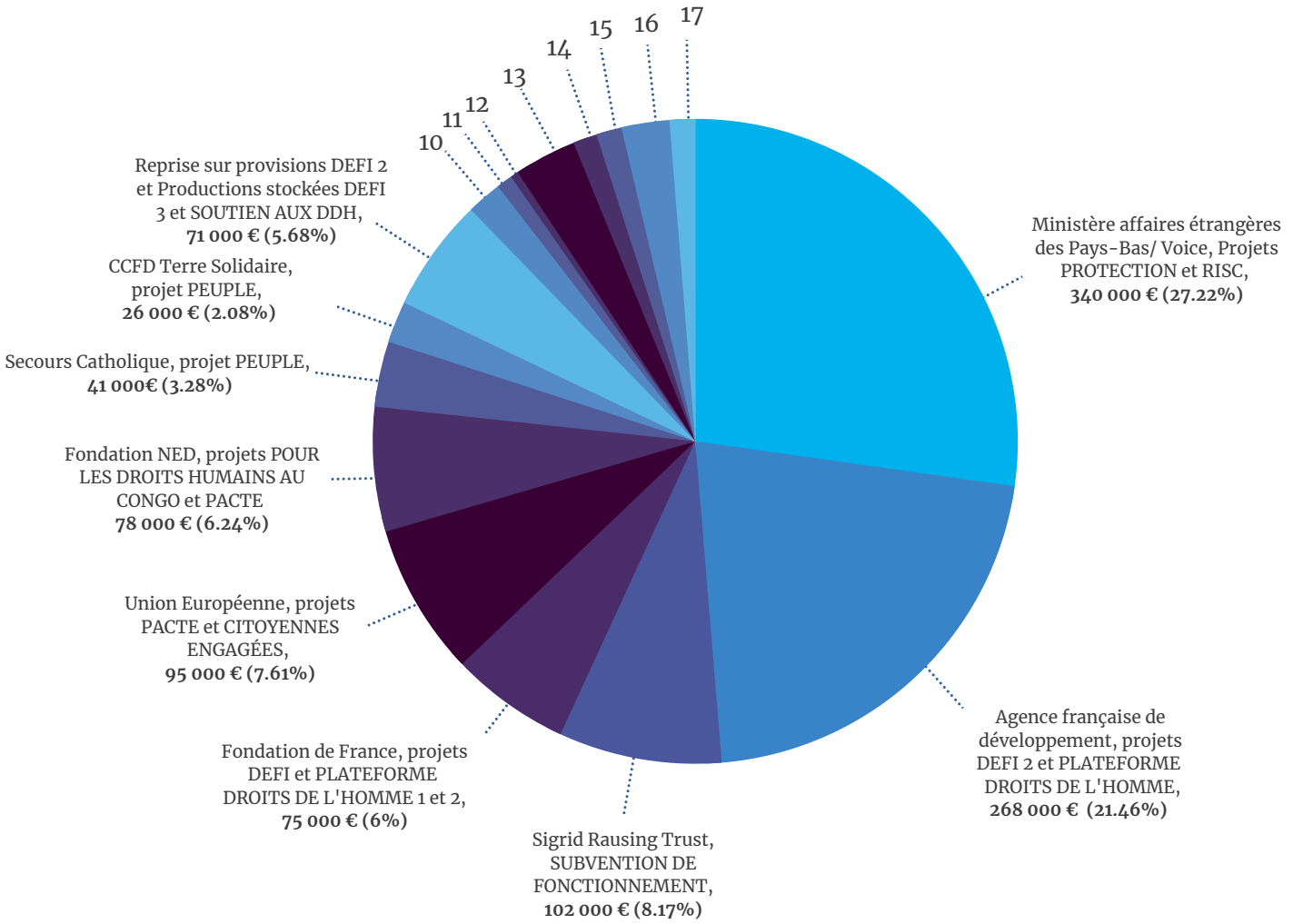
Cet excédent va permettre de renforcer les fonds propres d'Agir ensemble (373 000€ fin 2021) ainsi que l'équipe salariée, en vue de continuer à gérer au mieux la forte dynamique d'augmentation du portefeuille de projets. Le modèle économique d'Agir ensemble reste à consolider. Néanmoins, compte tenu de cette dynamique, les perspectives financières pour les années 2022 et 2023 sont également bonnes.

AMÉLIORATION DE NOS PROCESSUS DE FONCTIONNEMENT

Le développement et l'amélioration des processus de fonctionnement d'Agir ensemble à travers le projet FRIO aura été un des temps fort de l'année 2021. En vue d'accroitre la qualité et la redevabilité de son travail, Agir ensemble avec le soutien de deux consultantes s'est engagée dans une démarche qualitative durable en menant une analyse approfondie de ses processus dans quatre grands domaines : les ressources humaines, la gouvernance, la gestion administrative des projets et de la vie associative et les finances. Cette phase d'analyse aura permis d'identifier avec finesse les forces et les faiblesses d'Agir ensemble et de construire un plan d'action pour renforcer ses capacités internes

Ressources de l'association en 2021 (Total 1 249 000 €)

Les montants sont arrondis au millier



10 Coordination Sud, **22 000 € (1.76%)**

11 Fondation pro femmes, projet BUENAVENTURA, **10 000 € (0.8%)**

12 Ville de Lyon, SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT, **5000 € (0,40%)**

13 Diverses subventions pour le Fonds d'Urgence, dont Fondation Un Monde Par Tous, **39 000 € (3.12%)**

14 Cotisations et dons, **15 000 € (1.2%)**

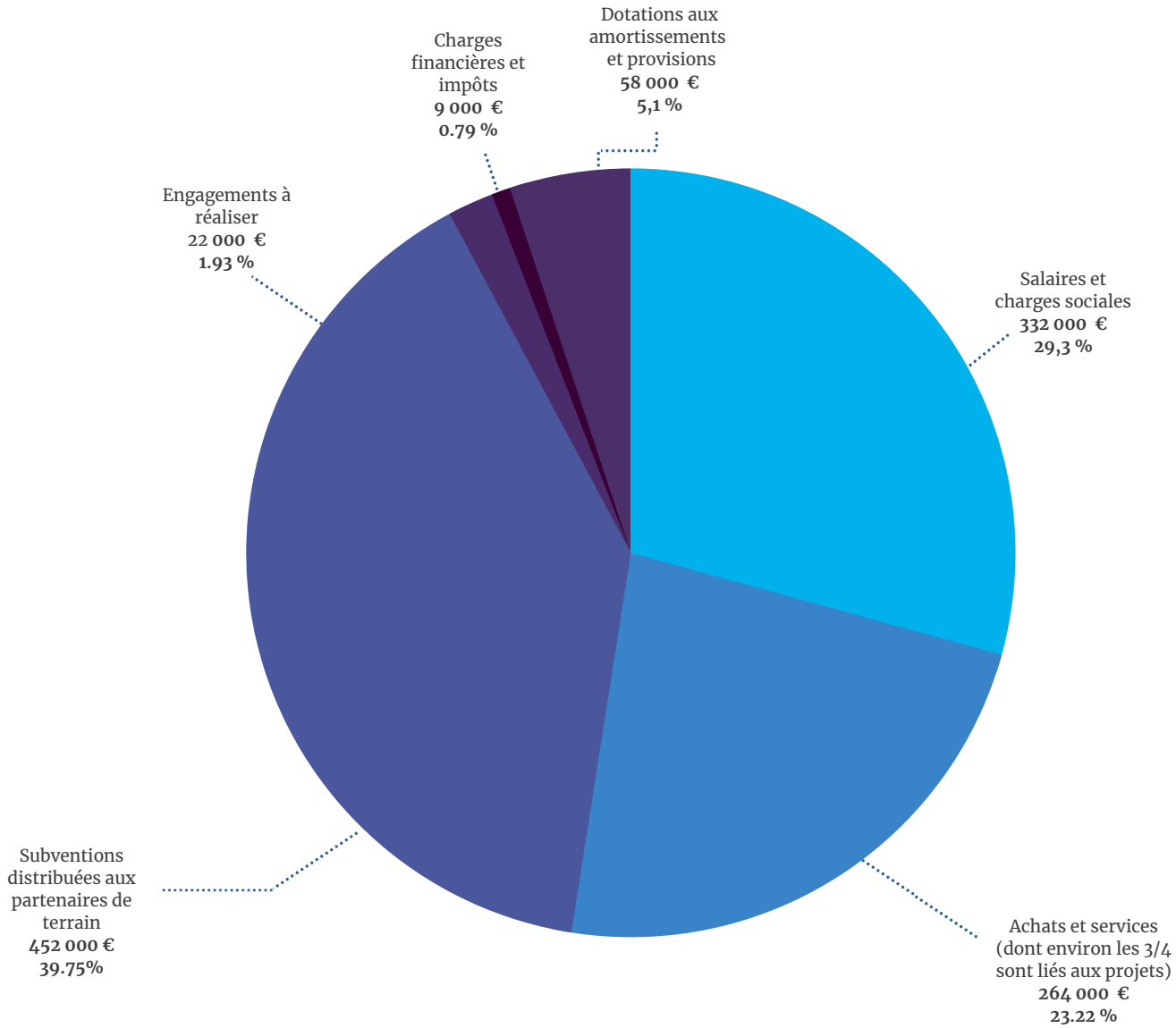
15 Report de ressources antérieures et aides services civiques et embauches de jeunes, **16 000 € (1.28%)**

16 Produits financiers, **30 000 € (2.40%)**

17 Prestations de service, **16 000 € (1.28%)**

Charges de l'association en 2021 (Total 1 137 000 €)

Les montants sont arrondis au millier



NOS PERSPECTIVES EN 2022

PLATEFORME DROITS DE L'HOMME - PDH

L'**année 2022** s'annonce riche avec la participation à l'Initiative Marianne, et la gestion du projet 'Défenseurs des Droits Humains', avec l'objectif de soutenir, protéger, et accroître l'efficacité, la visibilité et la protection de ces derniers dans neuf pays.

→ www.plateformedh.fr

CAMPAGNE BUENAVENTURA

Dans le cadre du projet **Buenaventura**, à partir de 2022, Agir ensemble coordonne une campagne de sensibilisation et plaidoyer autour des droits humains à Buenaventura, et plus particulièrement des droits des femmes, des jeunes et des enfants dans cette ville portuaire de l'ouest colombien. La campagne s'étalera sur toute l'année 2022 et au-delà, avec entre autres, la publication d'un rapport de plaidoyer, l'organisation de rencontres et visites de plaidoyer et la production d'un podcast, Les voix de Buenaventura, à découvrir sur Spotify

xhttps://open.spotify.com/show/7KZdfkGS5NC0fGJjl1plLW?si=UcIEzfllQpa7orFhsov7XQ

PERSPECTIVES

©BubbleArt

©Plateforme Droits de l'Homme

U-MAN! RIGHTS ?

L'initiative **« U-Man! Rights? – jeunesse engagée pour les droits humains et l'environnement ici et ailleurs »** invite la jeunesse à réfléchir sur l'engagement pour l'environnement et les droits humains. A travers des émissions radio, une campagne de mobilisation et des débats citoyens organisés avec l'aide des jeunes de la région Auvergne Rhône Alpes, la jeunesse est encouragée à s'engager sur ces deux thématiques qui concernent chacun·e. Agir ensemble collabore dans le cadre de cette initiative avec BubbleArt, une association qui produit des contenus ludiques, culturels et politiques.

INITIATIVE MARIANNE

En décembre 2021, l'**Initiative Marianne** était lancée par l'Elysée, avec pour but de renforcer l'action de l'État français en faveur des défenseur.se.s des droits humains, aussi bien à l'étranger qu'en France. Elle repose sur trois volets, dont deux dans lesquels la PDH est impliquée : un volet national qui consiste en l'accueil d'une quinzaine de défenseurs sélectionnés chaque année, qui bénéficieront d'un accompagnement au sein d'un lieu d'échange et de formation, et d'une mise en lien avec d'autres acteur.rice.s; un volet international qui est un projet sur le terrain porté par la PDH et Agir ensemble pour soutenir les organisations de la société civile et les défenseur.se.s dans neuf pays pour accroître leur efficacité, leur visibilité et leur protection; et la création d'une association.

PERSPECTIVES

PP/DDH/RDC

Le projet Protection et Promotion des Droits des Défenseurs des Droits Humains en République Démocratique du Congo (PP-DDH) vise à contribuer au renforcement de la promotion des droits humains et à la protection des défenseurs des droits humains en République Démocratique du Congo (RDC). Ce projet s'inscrit dans la continuité du projet RISC, déjà implanté dans 4 provinces, mais s'étendra sur 26 provinces. dont les activités ont lieu dans 4 provinces de la RDC.

L'action proposée est le fruit d'un travail réalisé par cinq organisations non gouvernementales réunies en consortium : la Voix des Sans Voix pour les Droits de l'Homme (VSV), SOS Informations Juridiques Multisectorielle (SOS IJM), le Foyer de Développement pour l'Autopromotion des Pygmées et Indigènes Défavorisés (FDAPID), Agir ensemble pour droits humains (Agir ensemble) et Diakonia.

AMÉLIORATION DU SITE INTERNET

Au printemps 2022, Agir ensemble se dote de deux nouvelles fonctionnalités web. Un centre de ressources en ligne est accessible à tou·te·s et permet de consulter de nombreux rapports, publications, vidéos et podcasts. Développé en éco-conception, cet outil est collaboratif et alimenté au quotidien par Agir ensemble et ses partenaires. Autre amélioration du site internet : un formulaire de demande d'assistance en ligne pour les défenseur·se·s des droits humains en danger. Ce formulaire a été développé en respectant des standards rigoureux et sécurisés et accessible via le navigateur Tor pour une transmission des informations en toute anonymité.

PERSPECTIVES

Crédit: André Kodmadjingar (VOA) - Protests in N'Djamena, Chad, 22 January 2018.jpg Wikimedia Commons

CAMPAGNE TCHAD

L'année 2021 au Tchad a été le théâtre de nombreuses violations des droits. Coup d'État, grave répression des manifestations et tortures, les régimes successifs du père et du fils Déby ont une fois de plus repoussé les limites de la dictature et du musèlement de toutes les voix dissidentes. Agir ensemble se joint à Tournons La Page pour mener une campagne de grande envergure dans le but de sensibiliser le grand public et conscientiser les décideur.se.s politiques institutionnel.le.s de la gravité des violations des droits humains au Tchad.

Cette campagne débutera quelques mois avant l'échéance des 18 mois promis par la junte militaire pour remettre en place un gouvernement civil. Il est primordial que le pays organise des élections démocratiques, libres et transparentes, afin que, pour la première fois depuis l'indépendance du pays en 1960, les tchadien.ne.s puissent être gouverné.e.s par quelqu'un qu'iels ont choisi.

MOT DU DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL

En ce 21ème siècle mouvant, nos sociétés vivent de profonds changements qui vont les impacter de façon durable. Cette mutation rend difficile la projection dans l'avenir, et crée un désarroi où les injustices et les inégalités s'accroissent. Elle oblige les OSC dont les ODDH à faire désormais preuve d'une plus forte réactivité et adaptabilité.

Agir ensemble, dévouée depuis 32 ans à la promotion des droits humains en favorisant à travers le monde, l'essor et le développement d'organisations qui œuvrent pour la défense des droits civils et politiques ainsi que des DESC, est confrontée à ces enjeux. Des solutions existent. Grâce à notre approche partenariale, notre ancrage territorial et notre travail en réseau, nous mettons en œuvre des initiatives fondées sur l'échange, l'innovation et la coopération entre acteurs.rices des sociétés civiles.

À la lecture du rapport d'activités 2021, vous pouvez découvrir que l'année a été riche et dense. Les nombreuses réalisations, aussi bien les projets que les actions de plaidoyer et de communication, ont été le fruit du travail de l'équipe opérationnelle, composée d'un personnel dynamique et engagé, mais aussi de tous les partenaires impliqués.

Tout au long de l'année écoulée, nous avons travaillé à mieux adapter nos moyens et à faire évoluer notre organisation en vue de mener des actions de plus grande qualité. Nous nous sommes également efforcés de construire avec nos partenaires une relation basée sur la confiance, la co-responsabilité et la transparence. Tisser ce lien entre nos partenaires et nous, est un travail continu, incontournable au regard de nos valeurs et principes d'action.

Nous tenons à remercier tous les partenaires qui collaborent avec nous : partenaires de terrain, partenaires techniques et financiers ainsi que partenaires français et européens alliés.

Avec notre profonde gratitude,

— **Philippe Morié**

16 avenue Berthelot,
69007 Lyon France
+33 (0) 4 37 37 10 11

agir-ensemble-droit-humains

/agir-ensemble-pour-les-droits-de-l'homme-aedh-/

/AgirEnsemblePourLesDroitsHumains/

/agirensembledh/

/aedhmonde